



La théorie transformée en idéologie

CHARLES B. BLANKART ET KARL-FRIEDRICH ISRAEL

La version biaisée du capital de Thomas Piketty démontre qu'une analyse économique peut être faussée par des convictions tenaces.

Pour beaucoup d'observateurs, l'Occident est régi par le capital. Lénine avait déjà décrit l'Etat comme agent du capital. Mais, ce qui est plus intéressant que des idéologies, ce sont les tentatives de mesurer le pouvoir du capital. Une première tentative a été faite dans les années 1950 par l'économiste et statisticien Simon Kuznets (prix Nobel 1971). Il s'est distingué dans le domaine de la comptabilité nationale, et il est connu comme auteur de la notion de produit intérieur brut (PIB). Mais il s'est aussi consacré aux inégalités de revenu comme mesure du pouvoir du capital.

D'après les évaluations de Kuznets les inégalités de revenu au début de la révolution industrielle au XIXe siècle ont progressivement renforcé le pouvoir du capital. Ensuite, au XXe siècle on observe un recul. Cette analyse a été présentée d'une manière stylisée sous la forme d'une «courbe en U inversé» ou la courbe de Kuznets, dont la partie croissante correspond à la phase précoce d'industrialisation (les inégalités augmentent) et la partie décroissante caractérise sa phase avancée (les inégalités baissent). A l'occasion de son discours présidentiel devant l'association américaine d'économie en 1954, il a discrètement décrit son travail comme «5% d'empirisme et 95% d'intuition».

En utilisant le mot intuition, Kuznets n'avait pas tort, puisque sa courbe n'a pas été corroborée par une théorie solide. Déclarer l'évolution de l'inégalité des revenus une théorie économique relèverait d'un argument circulaire: le pouvoir du capital que l'on observe sur les marchés serait expliqué par ce pouvoir lui-même, alors qu'il faut plutôt l'expliquer par des facteurs exogènes. C'est pourquoi Daron Acemoglu et James A. Robinson ont analysé les causes institutionnelles du pouvoir.

La renaissance de la courbe de Kuznets

Ils sont tombés sur le droit de vote. Au début de l'industrialisation, dans la plupart des pays, dont les États-Unis, le suffrage était censitaire. Le droit de vote était limité à un petit nombre de citoyens, qui se distinguaient par leur niveau de formation et la possession de capital. En votant dans leur propre intérêt, ils auraient mobilisé l'Etat au profit du capital, d'où la manifestation de leur pouvoir.

Selon Acemoglu et Robinson la prépondérance du capital a été brisée lors de l'introduction du suffrage universel après la Première Guerre mondiale. La courbe de Kuznets aurait obtenu sa forme en U inversé grâce à cette innovation, qui a donné le droit de vote à toutes les classes sociales et pas seulement aux élites financières et économiques. Acemoglu et Robinson concluent: «Selon la théorie de la courbe de Kuznets, l'industrialisation capitaliste tend à accroître les inégalités, mais l'inégalité contient les germes de sa propre destruction, parce qu'elle amène à un changement du régime politique en faveur de la redistribution des richesses.» Quelques années plus tard la courbe de Kuznets serait tombée dans l'oubli si Piketty ne l'avait pas reprise: il critique vivement le discours présidentiel de Kuznets de 1954, qui s'inscrirait indirectement dans le cadre de la guerre froide; correctement interprétée, la courbe indiquerait la remontée du pouvoir du capital à la fin du XXe siècle et au XXIe siècle.

A l'inverse d'Acemoglu et Robinson, Piketty ne présente pas d'explication institutionnelle du pouvoir du capital. Il laisse cette idée de côté, car il souhaite expliquer le pouvoir du capital en tant que tel. Par conséquent, il tombe dans le piège d'un raisonnement circulaire. De nombreuses statistiques dans son ouvrage volumineux ne permettent pas de résoudre ce problème fondamental. Au mieux, elles le dissimulent.

Selon Piketty, le capital a été secoué par les guerres et les crises du XXe siècle, pendant lesquelles les rendements étaient bas. Le capital a alors arrêté d'exercer une influence autonome sur la distribution des revenus et des richesses.

Après ces dérèglements, le pouvoir du capital se serait renforcé au détriment du travail, notamment depuis les années 1970. Piketty parvient à cette conclusion parce qu'il adhère à une vision caricaturale du capitalisme. L'Etat comme source du pouvoir est mis à l'écart de son analyse. En considérant le rôle de l'Etat et la concomitance du capital et du travail, on peut interpréter l'histoire différemment: après l'introduction du suffrage universel on s'est rapproché d'un équilibre des intérêts. Il semble que la descente le long de la courbe de Kuznets commencerait à ce moment-là. Or il est important de comprendre que le pouvoir politique résulte de la capacité de former des coalitions que le gouvernement ne peut ignorer, mais aussi et surtout des coalitions entre le capital et le travail, qui n'exclurent pas nécessairement l'accumulation et la concentration du capital parmi certains individus.

Quelques mises au point

Il est vrai que la Grande Dépression et les deux guerres mondiales ont bouleversé l'économie mondiale, en détruisant du capital et des relations productives entre des individus, et entre pays. Depuis les débuts de l'industrialisation capitaliste, l'échappatoire à la misère est ce que Deirdre McCloskey appelle le «deal bourgeois»: «Vous m'accorderez, à moi entrepreneur bourgeois, la liberté et la dignité d'essayer de réaliser mes projets dans un marché libre et, si je réalise des profits, de les conserver dans un premier temps. En contrepartie, je donne mon consentement, évidemment avec une certaine réticence, à ce que d'autres puissent me concurrencer dans un second temps. Finalement, au cours d'une tragédie de destruction créative, les améliorations bourgeoises que je fournis (avec cette concurrence gênante qui baisse les prix) enrichiront tout le monde.»

C'est ce «deal bourgeois» qui a sorti de la pauvreté la Hollande au XVIIe siècle, l'Angleterre au XVIIIe siècle, les États-Unis au XIXe siècle et en partie la Chine et l'Inde pendant la deuxième moitié du XXe siècle.

Il est aussi vrai que le capital dans un tel cadre institutionnel augmente, mais cela ne se fait pas au détriment des salariés. Bien au contraire, c'est l'accumulation du capital qui permet de créer des emplois et une croissance des salaires réels.

Il n'est cependant pas vrai que le capital se multiplie tout seul comme une moisissure dans le bon milieu. Le capital ne produit des rendements positifs que s'il satisfait des besoins d'une manière ou d'une autre, c'est-à-dire s'il y a quelqu'un qui est prêt à payer les

rendements en échange du service rendu par l'utilisation du capital, et il est bien concevable que cela ne soit pas le cas, d'où la possibilité de rendements du capital négatifs. L'accumulation du capital dans un marché libre est alors a priori bénéficiaire, ce qui ne veut pas dire que l'accumulation et la concentration du capital qu'on observe aujourd'hui dans les économies modernes est toujours bénéficiaire d'un point de vue sociétal. C'est souvent l'abus du pouvoir de l'Etat qui amène à une accumulation du capital au détriment de tiers et à un enrichissement injustifié.

$r > g$, et alors?

L'inégalité entre le taux de rendement du capital qui dépasse le taux de croissance économique, $r > g$, que Piketty appelle «la force de divergence fondamentale» et qu'il érige en point décisif de son ouvrage, est une hypothèse bien connue de la théorie de la croissance. Mais la conclusion que les patrimoines se recapitalisent plus vite que le rythme de progression de la production et des revenus à long terme est fausse. Cela serait vrai si le taux de rendement du capital était égal au taux de croissance des patrimoines, ou autrement dit, si le rendement du capital était égal à l'épargne économique, ce qui n'est souvent pas le cas. En effet, le taux d'épargne est souvent plus faible que le rendement du capital, car une partie significative des rendements est consommée.

Par ailleurs, Piketty semble avoir oublié une autre relation qui dit qu'un niveau d'épargne plus élevé amène à des rendements du capital plus faibles, ou selon Karl Marx dans *Le Capital*, à la baisse tendancielle du taux de profit. Cette relation comporte alors une modération automatique de la concentration du capital.

Science objective ou idéologie

Piketty prétend pratiquer une économie objective et sans préjugés, qui laisse parler les données. Il faut cependant noter que son choix de données et de statistiques est déjà loin de l'objectivité et fournit la preuve de son programme politique, qui est inspiré par une idéologie égalitariste. Dans les 900 pages de son ouvrage il n'analyse que des données sur la distribution relative du revenu et de la richesse. Il ne parle pas de l'événement le plus pertinent, à savoir la quasi-élimination de la pauvreté absolue mondiale qui s'est produite depuis l'industrialisation capitaliste et notamment pendant la seconde moitié du XXe siècle: «Le pourcentage de la population mondiale qui vit avec moins d'un dollar par jour (compte tenu de la hausse des prix) a baissé de 26,8% en 1970 à 5,4% en 2006». On ne saurait guère contester que ce résultat empirique devrait faire partie d'un discours équilibré.

Comme si cette ignorance n'était pas suffisante, Piketty a systématiquement altéré l'histoire de la politique fiscale et sociale aux Etats-Unis, manifestement pour supporter ses propres opinions politiques. Par exemple, son exposé de l'histoire du salaire minimum comprend cette accusation: «De 1980 à 1990, sous Reagan et Bush père, le salaire minimum fédéral est resté bloqué à 3,35 dollars, d'où une baisse significative du pouvoir d'achat compte tenu de l'inflation. Puis il passe à 5,25 dollars sous Clinton, dans les années 1990, il est gelé à ce niveau sous Bush fils, avant d'être relevé à plusieurs reprises depuis 2008 par l'administration Obama. (p. 489)» Ces deux phrases sont un mélange de fausseté et d'omission qui ne semble guère accidentelle. Bush père a augmenté le salaire minimum deux fois à 3,80 dollars en 1980 et à 4,25 dollars en 1991. Sous Clinton il ne passe qu'à 5,15 dollars (pas 5,25), et avant l'administration Obama, Bush fils l'a relevé deux fois à 5,85 dollars en 2007 et à 6,55 dollars en 2008. Pour être complet, la première augmentation sous Obama en 2009 à 7,25 dollars était aussi signée par Bush fils.

Il y a grosso modo deux possibilités: Piketty nous révèle soit ses limites en tant que chercheur, soit sa propension à déformer les faits en faveur de sa propre vision du monde. Au lecteur de conclure.

Charles B. Blankart est professeur à l'Université Humboldt de Berlin et membre du conseil académique de l'Institut Libéral. Karl-Friedrich Israel est chercheur à l'Université d'Angers. Cet article a été publié dans «L'Agefi».

Mai 2015

